

## Présidentielle et grand âge: les fédérations veulent pousser les candidats à s'engager sur une grande loi

---

Article 11/02/2022

*Les fédérations et associations du secteur du grand âge ont lancé une pétition afin que les candidats à l'élection présidentielle s'engagent à lancer la réforme du grand âge dans les 100 premiers jours du prochain quinquennat par une loi de programmation à la hauteur des attentes et besoins.*

"Depuis 15 ans, les pouvoirs publics annoncent une grande réforme de l'accompagnement des personnes âgées" et "depuis 15 ans, [cette 'fameuse' réforme est repoussée](#) face aux vicissitudes de la vie politique, aux crises financières et sanitaires et, au fond, à la certitude que les personnes âgées ne descendront pas (pas encore!) dans la rue", déplorent les signataires (*lire l'encadré*) dans la tribune qui accompagne la pétition déposée sur le site [change.org](https://change.org).

Même si des "mesures historiques" ont été prises récemment (branche autonomie de la sécurité sociale et revalorisation des métiers du grand âge), les fédérations et associations les jugent encore "largement insuffisantes, pour répondre aux difficultés immédiates et plus encore, pour faire face au défi démographique qui s'amorce".

Elles alertent sur l'arrivée de la "vague grise", avec [un quasi-doublage dans les 20 ans du nombre de plus de 75 ans](#) pour atteindre près de 11 millions de personnes et une hausse spectaculaire des besoins d'accompagnement dès 2025, alors que "le secteur du grand âge tente déjà de résister face à un manque de moyens humains et financiers chronique".

"Oui, cet accompagnement que nous voulons solidaire et qui suppose une augmentation décisive des moyens humains consacrés au grand âge aura un coût pour la collectivité" mais "ce coût sera bien moins grand que celui de l'immobilisme qui entraînerait des dépenses considérables subies liées à la multiplication des pathologies chroniques et des pertes de chance", affirment-elles.

Pour elles, la réforme de l'accompagnement du grand âge "ne peut plus se permettre d'être pour demain" et une réforme majeure doit être mise en oeuvre par une "grande loi sociétale" et de programmation pour adapter l'ensemble de notre société au vieillissement et permettre aux personnes âgées de choisir leur mode d'accompagnement (à domicile, en établissement ou dans un tiers lieu).

### Déjà quelques prises de position parmi les candidats

Plusieurs candidats ont fait au cours des derniers mois des déclarations sur le grand âge et certains ont explicitement évoqué l'élaboration d'une loi.

A la suite du scandale autour du groupe Orpea, Hubert Julien-Laferrière, porte-parole du candidat écologiste Yannick Jadot, a estimé que le refus du gouvernement actuel comme du précédent de présenter une loi grand âge était [une faute politique](#).

La candidate socialiste à l'élection présidentielle et maire de Paris, Anne Hidalgo, s'est engagée la semaine dernière à faire "[une loi de programmation sur la longévité](#)", avec un volet 'grand âge et autonomie' pour répondre à l'urgence".

La candidate LR à l'élection présidentielle, Valérie Pécresse, a promis de porter [une loi sur l'autonomie](#) qui visera à donner du "contenu" à la cinquième branche de la sécurité sociale, en particulier en faveur du secteur du handicap, ont annoncé le 10 février des membres de son équipe.

La présidente du conseil de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA), Marie-Anne Montchamp, [qui est sur le départ](#) afin de s'engager dans la campagne électorale dans la perspective de la candidature d'Emmanuel Macron, a à plusieurs reprises milité [pour une loi de programmation grand âge et autonomie](#).

#### **Les signataires de la tribune**

Elle est cosignée par la fédération nationale Adedom, l'Union nationale ADMR, l'Association des directeurs au service des personnes âgées (AD-PA), la Fédération des services à la personne et de proximité (Fedesap), la Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne privés solidaires (Fehap), la Fédération du service aux particuliers (Fesp), la Fédération hospitalière de France (FHF), la Fédération des associations de l'aide familiale populaire (Fnaap/CSF), la Fédération nationale des associations de directeurs d'établissements et services pour personnes âgées (Fnadepa), la Fédération nationale avenir et qualité de vie des personnes âgées (Fnaqpa), le Syndicat national des établissements & résidences privés et services d'aide à domicile pour personnes âgées (Synerpa) et l'Union nationale de l'aide, des soins et des services aux domiciles (UNA).

Caroline Besnier